

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur

à l'Université de Paris II, Directeur du Jur
COMITÉ DE RÉDACTION : MICHEL BAZ
 de droit public à l'Université de Nanterre
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Lanc
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Univ
 Panthéon-Assas-Paris-II,
 ALAIN MÈNÈMÈNIS, Conseiller d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-

41^e ANNEE - N° 7 - JUILLET 2002

Chroniques 13 et 14

Commentaires 120 à 135

Pratiques 7

Actualités 31 à 38

Ref: ET PF 160102/09

Df: 3114666-

REVUE DE DROIT ADMINISTRATIF (JURIS CLAS

01.07.02 Vol. 41 No. 7

0419-7461

22304673

05.08.02

EDITIONS CHIHAB

ZI. LOT B5

B.P.744 REGHAIA

GG ALGER

ALGERIE

LE REFUS DE SOINS DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT

(page 4)

Par Aurélie MERSCH

Allocataire de recherche, Université Jean-Moulin-
Lyon III

LA CONDITION JURIDIQUE DES PONTS EN DROIT ADMINISTRATIF

(page 10)

Par Jean-Grégoire MAHINGA

Docteur en droit

PRATIQUES : Conséquences de la qualification des marchés publics en
contrats administratifs

CE Dans la sélection des commissaires du Gouvernement :

134 Les fonctions d'un praticien hospitalier ne doivent parfois pas être
renouvelées (page 29)

COMMENTAIRES

121 **CONTRATS**

Juge administratif et acte
détachable d'un contrat de droit
privé (page 16)

122 **CONTRATS**

Nature des contrats de
mobilier urbain (page 17)

126 **ÉTABLISSEMENTS ET
ENTREPRISES PUBLICS**

Les pouvoirs attachés aux actions
spécifiques créées lors de
privatisations doivent être strictement
encadrés (page 21)

127 **ÉTRANGERS**

Limite de la protection
reconnue aux étrangers contestant le
choix du pays d'éloignement (page 23)

128 **FONCTION PUBLIQUE**

Accident survenu lors d'un
trajet pour se rendre auprès des
services sociaux (page 24)

131 **RESPONSABILITÉ**

Considération de l'aléa
normal dans l'appréciation de
l'anormalité du dommage (page 27)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 31 à 38	POLICE (page 25)	
		<i>Concours de police</i> : Le maire ne peut pas réglementer la circulation des aéronefs	n° 129
CHRONIQUES			
Le refus de soins devant le Conseil d'État	Chron. 13		
La condition juridique des ponts en droit administratif	Chron. 14	PROCÉDURE (page 26)	
		<i>Recevabilité</i> : Un exemple d'acte non susceptible de recours en matière fiscale	n° 130
COMMENTAIRES			
COLLECTIVITÉS LOCALES (page 15)			
<i>Communes</i> : Le juge a-t-il anéanti le référendum local ? Note Xavier Braud	n° 120	RESPONSABILITÉ (page 27)	
CONTRATS (page 16)			
<i>Règles générales</i> : Juge administratif et acte détachable d'un contrat de droit privé	n° 121	<i>Responsabilité sans faute</i> : Considération de l'aléa normal dans l'appréciation de l'anormalité du dommage Note Manuel Carius	n° 131
<i>Marchés</i> : Nature des contrats de mobilier urbain	n° 122	<i>Responsabilité du fait des travaux et ouvrages publics</i> : Qui est responsable des dommages causés par les voies ferrées et leurs dépendances ?	n° 132
Marchés de services passés avec des associations et marchés « in house »	n° 123	<i>Responsabilité en matière de police</i> :	
<i>Autres contrats</i> : Une collectivité peut acquérir un parking de stationnement en VEFA	n° 124	Incendies : répartition de la responsabilité entre les communes et les SDIS	n° 133
BEA et FCTVA	n° 125		
ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS (page 21)			
<i>Privatisations</i> : Les pouvoirs attachés aux actions spécifiques créées lors de privatisations doivent être strictement encadrés		SANTÉ (page 29)	
Note Martine Lombard	n° 126	<i>Hôpitaux</i> : Les fonctions d'un praticien hospitalier ne doivent parfois pas être renouvelées Note CE	n° 134
ÉTRANGERS (page 23)			
<i>Éloignement</i> : Limites de la protection reconnue aux étrangers contestant le choix du pays d'éloignement Note Vincent Tchen	n° 127	URBANISME (page 30)	
		<i>Urbanisme commercial</i> : Nature de l'appréciation à opérer par les commissions d'équipement commercial	n° 135
FONCTION PUBLIQUE (page 24)			
<i>Accidents de service</i> : Accident survenu lors d'un trajet pour se rendre auprès des services sociaux Note V. H.	n° 128	PRATIQUES (Par Paul Lignières) (page 31)	
		<i>Conséquences de la qualification des marchés publics en contrats administratifs</i>	n° 7
		Table du nom des requérants	p. 14
		VEILLE LÉGISLATIVE	p. 33

Index général

« A » renvoie aux Actualités, « J » renvoie à de la Jurisprudence, « T » renvoie à des Textes
« VL » renvoie à la Veille législative

Accident de service	128-J	Étranger	127-J	Pharmacie	38-A
Acte détachable	121-J	Incendies	133-J	Ponts	chron 14
Bail emphytéotique	125-J	Loi SRU	37-A	Praticien hospitalier	134-J
Circulation aérienne	129-J	Marché		Privatisation	126-J
Commission d'équipement commercial ..	135-J	« in house »	123-J	Recevabilité	130-J
Contrats		de maîtrise d'œuvre	36-A	Référendum local	120-J
..... 121-J, 122-J, 123-J, 125-J, prat. n° 7		public	prat. n° 7	Référé-suspension	121-J
COS	32-A	de services	123-J	Responsabilité ..	131-J, 132-J, 133-J, 34-A
Domaine public	31-A	Mobilier urbain	122-J	Soins (droit aux)	chron. 13
EPIC	33-A	Parité	35-A	VEFA	124-J
		Parking	124-J		